



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CP.TEIA/7  
30 janvier 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION  
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES DES  
ACCIDENTS INDUSTRIELS

**RAPPORT DE LA DEUXIÈME RÉUNION**

La Conférence des Parties a tenu sa deuxième réunion à Chisinau (République de Moldova) du 6 au 8 novembre 2002. Les Parties à la Convention ont examiné le premier rapport sur l'application de la Convention et ont adopté une décision relative au renforcement de cette application. Elles ont jugé prioritaires l'adhésion à la Convention et sa ratification par un plus grand nombre de pays membres de la CEE ainsi que son application pratique. Elles ne se sont par ailleurs pas dissimulé qu'il était nécessaire d'aider certains pays en transition à appliquer la Convention en pratique. À cette fin, la Conférence des Parties a chargé le Bureau d'élaborer un programme d'aide bénéficiant d'un soutien international, en tenant compte des résultats d'un atelier sous-régional sur l'application de la Convention. La Conférence des Parties a également estimé que l'échange de techniques de sécurité et de données d'expérience concernant les systèmes de gestion de la sécurité contribuait pour beaucoup à l'application de la Convention et elle a pris une décision à ce sujet. Enfin, elle a examiné la mise en œuvre des activités entreprises sous ses auspices et pris une décision sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la Convention pour 2003-2004.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s
Introduction.....	1 – 3
I. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE .....	4 – 7
A. Déclarations liminaires .....	4 – 6
B. Adoption de l'ordre du jour .....	7
II. TRAVAUX RÉALISÉS PAR LE BUREAU ET ACTIVITÉS EFFECTUÉES SOUS LES AUSPICES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES .....	8 – 10
III. ÉLECTION DU BUREAU .....	11 – 14
IV. REPRÉSENTATION ET POUVOIRS .....	15 – 17
V. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION 2000/2 SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION .....	18 – 34
A. Groupe de travail de l'application.....	18 – 19
B. Premier rapport sur l'application de la Convention.....	20 – 27
C. Amélioration de l'application de la Convention.....	28 – 33
D. Élection des membres du Groupe de travail de l'application pour 2003-2004.....	34
VI. EXAMEN DE L'APPLICATION DU PLAN DE TRAVAIL POUR 2001-2002 ET MISE EN ŒUVRE DES AUTRES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES .....	35 - 55
A. Aide aux Parties et aux autres pays membres de la CEE pour l'application/la ratification de la Convention.....	35 - 36
B. Prévention de la pollution accidentelle des eaux – rapport intérimaire sur les travaux du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels – décision 2000/5 .....	37 - 41
C. Situations d'urgence: préparation et intervention .....	42 - 47
D. Processus de négociation intergouvernemental en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières provoqués par des activités dangereuses .....	48 - 50
E. Atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité.....	51 - 54
F. Notification des accidents industriels antérieurs – décision 2000/4.....	55

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>
VII. PLAN D'ACTION AU TITRE DE LA CONVENTION .....	56 - 66
A. Priorités et programme de travail.....	57 - 59
B. Ressources.....	60 - 65
C. Décision sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la Convention pour 2003-2004 .....	66
VIII. DATE ET LIEU DE LA TROISIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES .....	67 - 69
IX. QUESTIONS DIVERSES.....	70
X. RÉCAPITULATION DES DÉCISIONS .....	71
XI. CLÔTURE DE LA RÉUNION .....	72 – 73

Annexes

- I. Décision 2002/1 sur le renforcement de l'application de la convention
- II. Décision 2002/2 sur la facilitation de l'échange de techniques de sécurité et de données d'expérience sur les systèmes de gestion de la sécurité
- III. Décision 2002/3 sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la convention pour 2003-2004

## **Introduction**

1. La Conférence des Parties à la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels a tenu sa deuxième réunion à Chisinau du 6 au 8 novembre 2002, à l'invitation du Gouvernement de la République de Moldova.
2. Y ont participé les délégations des 26 pays membres ci-après de la CEE: Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lituanie, Ouzbékistan, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine.
3. Des représentants de la Communauté européenne, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC) ont participé à la réunion.

## **I. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE**

### **A. Déclarations liminaires**

4. M. Ernst Berger (Suisse), Président de la Conférence des Parties à la Convention, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue à toutes les délégations ainsi qu'aux invités spéciaux suivants: M<sup>me</sup> Svetlana Dogotaru, Première Vice-Ministre de l'écologie, de la construction et de l'aménagement du territoire de la République de Moldova, M. Andrei Conişescu, chef adjoint du Comité pour l'écologie et l'aménagement du territoire du Parlement de la République de Moldova, et M. Patrice Robineau, Conseiller principal de la Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. M<sup>me</sup> Dogotaru et M. Robineau ont pris la parole.
5. M<sup>me</sup> Dogotaru a souhaité la bienvenue aux participants et dit que son gouvernement s'honorait d'accueillir la deuxième réunion de la Conférence des Parties à Chisinau. Elle a souligné qu'il importait que tous les pays membres de la CEE coopèrent pour prévenir les accidents industriels et intervenir efficacement, s'il s'en produisait. À cette fin, elle a déclaré que son pays avait à cœur de participer activement à la poursuite de l'application de la Convention au plan intérieur et au niveau bilatéral avec ses voisins et de soutenir des initiatives internationales.
6. Au nom de la Secrétaire exécutive de la CEE, M. Robineau a remercié le Gouvernement de la République de Moldova d'accueillir cette importante réunion et d'offrir à tous les participants une hospitalité à laquelle ils étaient très sensibles. M. Robineau a situé la Convention et la deuxième réunion de son organe directeur dans une perspective plus large, citant en particulier les résultats du Sommet mondial pour le développement durable. Le plan de mise en œuvre de ce dernier évoquait à plusieurs reprises le transfert de technologie et une stratégie intégrée face à la vulnérabilité, à l'évaluation des risques, à la gestion des catastrophes – questions qui touchaient de près la Convention. Il s'est également félicité du fait que les organes directeurs de la Convention et de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux tiraient parti des synergies existantes entre les deux instruments pour entreprendre des activités communes concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux et la responsabilité civile en cas de dommages résultant d'accidents industriels.

M. Robineau a noté avec satisfaction que l'application proprement dite de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, notamment le premier rapport concernant l'application de la Convention, figurait parmi les priorités de la réunion. Prenant note des résultats et des expériences obtenus jusqu'à présent, il a soutenu sans réserve de nouvelles activités pour aider les pays, en particulier certains pays en transition, à adhérer à la Convention et à l'appliquer. À cet égard, il a accueilli avec un grand intérêt les préparatifs de l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention à l'intention des pays du Caucase et de l'Asie centrale, membres de la CEE. Les ressources du budget ordinaire de la Commission étant insuffisantes pour appliquer toutes les activités au titre de la Convention, M. Robineau a dit qu'il serait des plus souhaitable que les Parties et d'autres pays membres de la CEE apportent un appui complémentaire, notamment des contributions financières en vue de mettre en œuvre le plan de travail.

### **B. Adoption de l'ordre du jour**

<b><u>Document adopté:</u></b>	
Ordre du jour de la deuxième réunion de la Conférence des Parties	ECE/CP.TEIA/6

7. La Conférence des Parties a adopté l'ordre du jour de sa deuxième réunion figurant dans le document ECE/CP.TEIA/6.

## **II. TRAVAUX RÉALISÉS PAR LE BUREAU ET ACTIVITÉS EFFECTUÉES SOUS LES AUSPICES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

8. M. Berger a rappelé les activités et les réunions qui s'étaient déroulées sous les auspices de la Conférence des Parties en 2001-2002, notamment une session extraordinaire conjointe avec l'organe directeur de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (2 et 3 juillet 2001). Il a également rendu compte des travaux du Bureau au cours de cette période.

9. La Conférence des Parties a adopté le rapport du Président et exprimé sa gratitude aux différents membres du Bureau pour les travaux et les actions qu'ils avaient menés depuis sa première réunion.

10. La Conférence des Parties a rendu hommage à M. Jim Makris (États-Unis), décédé en août 2002. Pendant plus de 10 ans, il avait pris une part active aux travaux de la Commission économique pour l'Europe en vue de prévenir les accidents industriels.

## **III. ÉLECTION DU BUREAU**

11. La délégation de la République tchèque a rendu compte des résultats des consultations tenues entre les Parties à la Convention et a proposé, conformément au règlement intérieur, les noms de trois représentants pour les postes de président et de vice-président du Bureau de

la Conférence des Parties et ceux de cinq autres représentants pour constituer le reste du Bureau. La délégation finlandaise a appuyé cette proposition.

12. La Conférence des Parties a réélu à l'unanimité M. Ernst Berger (Suisse) Président et M. Jürgen Wettig (Commission européenne) Vice-Président, et a élu M. Pal Popelyak (Hongrie) Vice-Président.

13. En outre, MM. Evgeny Gorshkov (Fédération de Russie), Ulf Bjurman (Suède), Ludwig Dinkloh (Allemagne) et Pietro La Grotta (Italie) ont été élus membres du Bureau représentant les Parties, et M. Thomas Trcka (Slovaquie) a été élu membre du Bureau représentant les autres pays membres de la CEE.

14. M. Berger, s'exprimant au nom des membres du Bureau nouvellement élus, a remercié les représentants de toutes les Parties de leur confiance et leur a donné l'assurance que le Bureau ferait de son mieux pour assurer l'application de leurs décisions.

#### IV. REPRÉSENTATION ET POUVOIRS

15. M. Sergiusz Ludwiczak, Secrétaire de la Conférence des Parties, a fait le point sur la ratification de la Convention, sur la base d'une note du secrétariat (CP.TEIA/2000/8). À la date de la deuxième réunion, 25 pays membres de la CEE et la Communauté européenne étaient devenus Parties à la Convention.

16. Le Président a déclaré que 17 des 26 Parties étaient représentées à la deuxième réunion de la Conférence et a rendu compte des pouvoirs soumis par les délégations.

17. La Conférence des Parties a pris note de ces renseignements et les a entérinés. Elle a par ailleurs déploré l'absence à la réunion des neuf Parties ci-après: Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Grèce, Luxembourg, Monaco, Norvège et Royaume-Uni. Le représentant de la Communauté européenne a fait observer, en le regrettant, que cinq de ces pays étaient des États membres de l'UE.

#### V. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION 2000/2 SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION

<b>Document approuvé:</b>	
Rapport sur l'application de la Convention	CP.TEIA/2002/9
<b><u>Document adopté:</u></b>	
Décision 2002/1 concernant le renforcement de l'application de la Convention	ECE/CP.TEIA/7, annexe I

### **A. Groupe de travail de l'application**

18. M. Berger a rappelé qu'à sa première réunion, la Conférence des Parties avait créé un groupe de travail de l'application de la Convention (ECE/CP.TEIA/2, annexe III, décision 2000/2) chargé de suivre l'application de la Convention, d'établir un rapport à ce sujet et de formuler des conclusions et des recommandations.

19. M. Wettig, Président du Groupe de travail de l'application de la Convention, a dit que le Groupe de travail avait tenu une réunion (Bruxelles, 23 et 24 mai 2002 – rapport: WGI2/10 juin 2002) et plusieurs consultations téléphoniques et électroniques afin d'élaborer son premier rapport.

### **B. Premier rapport sur l'application de la Convention**

20. M. Wettig a exposé à la Conférence des Parties le processus d'établissement de rapports sur l'application. Dix-sept Parties et deux autres pays membres de la CEE avaient rendu compte de l'application de la Convention<sup>1</sup>. M. Wettig a exprimé ses remerciements aux membres de la CEE qui avaient soumis un rapport, mais il a aussi fait observer que près d'un tiers des Parties ne l'avait pas fait.

21. M. Wettig a présenté le premier rapport sur l'application (CP.TEIA/2002/9) qui avait été élaboré par le Groupe de travail sur la base de 19 rapports nationaux et qui était disponible sur le site Internet de la Convention (<http://www.unece.org/env/teia/welcome>). Il s'est arrêté plus longuement sur certains des principaux points du rapport, notamment: i) la désignation des autorités compétentes; ii) l'identification des activités dangereuses; iii) la désignation de points de contact et l'application du système CEE de notification des accidents industriels; iv) la mise en place d'une coopération transfrontière bilatérale concernant les accidents industriels (prévention, préparation, intervention et atténuation des effets transfrontières).

#### **1. Désignation des autorités compétentes**

22. Les 17 Parties ayant établi un rapport ont satisfait à l'obligation qui leur incombe d'informer les autres Parties par l'intermédiaire du secrétariat des autorités compétentes désignées aux fins de la Convention. Le Groupe de travail a jugé capitale la coordination entre les autorités nationales compétentes lorsqu'il en existait plusieurs. Six Parties à la Convention n'avaient pas encore informé le secrétariat de l'autorité compétente désignée aux fins de la Convention. La Conférence des Parties leur a instamment demandé de s'acquitter sans retard de cette obligation fondamentale.

#### **2. Identification des activités dangereuses – décision 2000/3**

23. Le Groupe de travail a constaté que l'identification des activités dangereuses, qui était une des tâches essentielles prévues par la Convention, posait problème à de nombreux pays. Il a souligné que des progrès rapides et radicaux étaient nécessaires à cet égard et fait observer qu'il fallait aider certains pays à satisfaire à leurs obligations d'identifier les activités dangereuses et de notifier les pays voisins.

---

<sup>1</sup> Le rapport du Danemark ayant été reçu juste avant la deuxième réunion de la Conférence des Parties, soit après la date limite, le Groupe de travail de l'application n'a pas pu en tenir compte dans son premier rapport sur l'application de la Convention.

3. Désignation des points de contact et application du système CEE de notification des accidents industriels – décision 2000/1

24. M. Wettig a fait le point sur la désignation des points de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle et sur l'application du système CEE de notification des accidents industriels. Le Groupe de travail avait conclu que de nouvelles mesures devaient être prises en vue de renforcer l'efficacité du système.

25. M. Ludwiczak a complété ces renseignements avec les résultats de trois essais récents du système CEE de notification des accidents industriels.

4. Mise en place d'une coopération transfrontière bilatérale

26. Le Groupe de travail avait conclu que jusqu'alors les renseignements étaient surtout échangés dans un contexte multilatéral. L'échange bilatéral d'informations était plutôt limité, encore que certains pays s'employaient activement à instaurer et à développer une coopération bilatérale.

27. Les délégations allemande et hongroise ont fait part de leur expérience en matière d'établissement et de développement d'accords de coopération avec leurs voisins.

**C. Amélioration de l'application de la Convention**

28. La Conférence des Parties a examiné en détail le premier rapport sur l'application de la Convention. Elle a en outre remercié le Groupe de travail d'avoir élaboré le rapport et formulé des conclusions et recommandations.

29. En examinant les conclusions du rapport, les Parties ont accordé une attention particulière à l'identification des activités dangereuses et à la notification des Parties voisines. On s'est accordé sur la nécessité d'intensifier l'identification et d'aider certains pays, en particulier ceux en transition. On a par ailleurs fortement encouragé l'accélération du processus de notification des Parties voisines.

30. Par ailleurs, certaines Parties ont déploré que le critère de lieu relatif à l'eau comme mode de transfert, qui figurait dans les lignes directrices destinées à faciliter l'identification et la notification des activités dangereuses aux fins de la Convention (ECE/CP.TEIA/2, annexe IV, appendice), était trop général, de sorte que dans certains pays de nombreuses activités entreraient dans le champ de la Convention bien que la plupart d'entre elles ne soient pas susceptibles d'avoir des effets transfrontières. Elles ont proposé de revoir les lignes directrices et de proposer un autre critère, éventuellement sous les auspices du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels.

31. La Conférence des Parties a également examiné la qualité générale des rapports. Elle a noté que celle-ci était très variable et conclu qu'il serait bon pour la prochaine série de rapports de pouvoir consulter les différents rapports de pays afin de tirer parti des exemples intéressants mentionnés dans le premier rapport sur l'application. Les Parties ont donc décidé que les autorités compétentes – et seulement elles – pourraient consulter les premiers rapports sur un site protégé par un mot de passe à partir de la page d'accueil de la Convention.

32. La Conférence des Parties a également évalué la procédure de présentation des rapports et prié toutes les Parties ainsi que les autres pays membres de la CEE de rendre compte

de l'application de la Convention au cours du deuxième cycle de présentation de rapports en adressant leur rapport au secrétariat de la Convention huit mois avant sa troisième réunion. Les Parties ont également convenu que la procédure de présentation des rapports était satisfaisante et devrait être utilisée pour le cycle suivant, avec des modifications de forme pour que les questions soient bien comprises et que les renseignements attendus soient obtenus. On a chargé le Groupe de travail de l'application de préciser le cadre de présentation et on lui a demandé de tenir compte de la communication d'autres rapports afin de maximiser les synergies.

33. Prenant en considération le premier rapport sur l'application de la Convention, les conclusions et recommandations du Groupe de travail de l'application et les résultats de l'examen ci-dessus, la Conférence des Parties a adopté le premier rapport sur l'application de la Convention et pris une décision sur le renforcement de l'application de la Convention (décision 2002/1 – voir annexe I) dans laquelle elle a chargé le Bureau et le Groupe de travail de l'application de tâches précises.

#### **D. Élection des membres du Groupe de travail de l'application pour 2003-2004**

34. Conformément au mandat du Groupe de travail de l'application, la Conférence des Parties a élu 10 membres du Groupe qui rempliront leurs fonctions jusqu'à sa troisième réunion (décision 2002/1 – voir l'annexe I).

### **VI. EXAMEN DE L'APPLICATION DU PLAN DE TRAVAIL POUR 2001-2002 ET MISE EN ŒUVRE DES AUTRES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

<b>Documents approuvés:</b>	
Document de fond soumis en vue de l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels	CP.TEIA/2002/7
Rapport intérimaire du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels	CP.TEIA/2002/11
Rapport sur l'atelier et les exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières	CP.TEIA/2001/6
Rapport sur l'exercice d'intervention transfrontière Pologne–Russie «Kotki 2002» et le Séminaire international sur les mesures à prendre pour se préparer aux accidents industriels, y faire face et en atténuer les effets transfrontières	CP.TEIA/2002/4
Conclusions de l'atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité	CP.TEIA/2002/14, annexe I
<b><u>Document adopté:</u></b>	
Décision 2002/2 sur la facilitation de l'échange de techniques de sécurité et de données d'expérience en matière de systèmes de gestion de la sécurité	ECE/CP.TEIA/7, annexe II

**A. Aide aux Parties et aux autres pays membres de la CEE  
pour l'application/la ratification de la Convention**

35. M<sup>me</sup> Aleksandryan (Arménie) a informé la Conférence des Parties de l'idée de base présidant à l'atelier sur l'application de la Convention qui se tiendrait à Erevan du 13 au 15 mars 2003 et des modalités provisoires concernant son organisation. MM. Berger et Ludwiczak ont présenté le document de référence établi pour l'atelier à partir des réponses à un questionnaire reçues de certains des pays du Caucase et d'Asie centrale. Ils ont dit que chacun des pays invités enverrait à l'atelier trois spécialistes représentant i) les autorités en matière de prévention, ii) les autorités en matière de préparation et d'intervention, et iii) une installation dangereuse. Ils seraient par ailleurs invités à exposer les obstacles rencontrés pour adhérer à la Convention et l'appliquer. Des intervenants occidentaux invités communiqueraient des informations sur la Convention et sur la manière dont elle était appliquée dans leurs pays. L'atelier devait élaborer un programme d'assistance bénéficiant d'un soutien international.

36. La Conférence des Parties a appuyé avec force l'idée de base de cet atelier et attendait avec intérêt ses résultats. De nombreuses délégations, notamment celles de l'Allemagne, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Italie, de la Pologne et de la Suède se sont dites intéressées à participer à cette manifestation.

**B. Prévention de la pollution accidentelle des eaux – rapport intérimaire  
sur les travaux du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau  
et des accidents industriels – décision 2000/5**

37. M. Ludwiczak a présenté le rapport intérimaire du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels au nom de ses coprésidents (CP.TEIA/2002/11). Il a décrit les principales activités et réalisations du Groupe spécial mixte ainsi que les activités imprévues que ce dernier avait été amené à entreprendre à la demande du Groupe de travail sur la responsabilité civile. Il a également fait état des activités futures du Groupe spécial mixte et évalué les conditions dans lesquelles il travaillait.

38. La Conférence des Parties a approuvé le rapport intérimaire. Elle a reconnu que le Groupe spécial mixte était en mesure d'appuyer notablement les travaux effectués dans le cadre des deux Conventions et qu'il pouvait devenir un important forum d'échange d'informations sur les questions relatives à la prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières. Les Parties se sont déclarées résolues à remplir les conditions nécessaires à la réussite des travaux du Groupe spécial mixte exprimées dans le rapport intérimaire (par. 27).

39. La Conférence des Parties a recommandé à son Bureau et au Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) d'examiner comment appuyer au mieux les futurs travaux du Groupe spécial mixte.

40. La Conférence des Parties a également accédé à d'autres demandes du Groupe spécial mixte. À condition que la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau en soit également d'accord, elle a convenu que le Groupe spécial mixte devrait:

a) Définir des procédures communes pour l'établissement et la présentation des rapports<sup>2</sup> sur l'application des conclusions et recommandations du Séminaire de Hambourg (CEP/WG.4/SEM.1/1999/3, annexe I), adoptées par les deux organes directeurs en 2000;

b) Évaluer les réponses des différents pays et établir un premier rapport commun sur l'application qui serait présenté aux deux organes directeurs, si possible lors d'une réunion commune en 2006.

41. Après avoir examiné l'application de la Convention, en particulier l'identification des activités dangereuses (voir le paragraphe 30 ci-dessus), la Conférence des Parties a également prié le Groupe spécial mixte de revoir le critère de lieu concernant l'eau comme mode de transfert, qui figurait dans les lignes directrices destinées à faciliter l'identification et la notification des activités dangereuses aux fins de la Convention [ECE/CP.TEIA/2, décision 2000/3, annexe IV, appendice, par. 5 b)], en vue de proposer éventuellement de le restreindre, et de faire rapport à la Conférence des Parties par l'intermédiaire de son Bureau.

### **C. Situations d'urgence: préparation et intervention**

42. La Conférence des Parties a été avisée de deux manifestations qui avaient eu lieu depuis sa première réunion.

#### **1. Atelier et exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières**

43. La délégation hongroise a rendu compte de l'atelier et des exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières qui s'étaient déroulés à Tiszaújváros (Hongrie) du 3 au 5 octobre 2001.

#### **2. Exercice russo-polonais d'intervention transfrontière «Kotki 2002» et Séminaire international sur les accidents industriels (préparation, intervention et atténuation des effets transfrontières)**

44. La délégation polonaise a rendu compte de l'exercice d'intervention transfrontière russo-polonais «Kotki 2002» et du Séminaire international sur les accidents industriels (préparation, intervention et atténuation des effets transfrontières) qui s'étaient déroulés à Kętrzyn (Pologne) du 13 au 15 juin 2002. La délégation de la Fédération de Russie s'est également exprimée sur la collaboration fructueuse avec ses collègues polonais qu'avaient constituée la préparation et la réalisation de l'exercice d'intervention commun. Cette manifestation avait, notamment, conduit à l'élaboration d'un accord bilatéral concernant la préparation aux accidents industriels ou aux catastrophes naturelles et aux interventions en pareils cas.

---

<sup>2</sup> Le secrétariat devrait adresser ces procédures communes aux pays à économie de marché en 2005 et aux pays en transition en 2010, conformément au calendrier d'application quinquennal ou décennal.

45. La Conférence des Parties a adopté les rapports des deux manifestations (CP.TEIA/2001/6 et CP.TEIA/2002/4, respectivement), y compris leurs conclusions, et a remercié les trois gouvernements et leurs autorités compétentes d'avoir pris l'initiative des exercices et ateliers précités et de les avoir menés à bien.

46. La Conférence des Parties a encouragé l'organisation d'exercices d'intervention bilatéraux et multilatéraux car elle estimait que le partage de données d'expérience et la fourniture d'une aide dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de préparation et d'intervention constituaient d'importants éléments des activités bilatérales et intergouvernementales au titre de la Convention.

47. La délégation allemande a dit qu'un exercice transfrontière avec la République tchèque avait été provisoirement prévu en 2004. Il se déroulerait dans le cadre de la Commission internationale pour la protection de l'Elbe et de la Convention CEE. Les délégations de la Suède et de la Communauté européenne ont pour leur part proposé que l'un des exercices de défense civile de la Communauté européenne se tienne dans le cadre de la Conférence des Parties.

**D. Processus de négociation intergouvernemental en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières provoqués par des activités dangereuses**

48. M. Ludwiczak a informé la Conférence des Parties de la suite donnée à sa décision de lancer des négociations intergouvernementales en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant relatif à la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses (session extraordinaire conjointe, 2 et 3 juillet 2001). Il a rendu compte des principales décisions adoptées jusqu'alors par le Groupe de travail sur la responsabilité civile, constitué pour élaborer l'instrument, y compris celle limitant le champ d'application du futur instrument aux dommages résultant d'accidents industriels ayant des effets transfrontières sur les eaux transfrontières. Il a également noté que les négociations progressaient relativement bien malgré certaines questions encore en suspens. Le Groupe de travail, composé de représentants des gouvernements, de l'industrie, du secteur de l'assurance et d'ONG, s'était déjà réuni quatre fois, et sa cinquième réunion était prévue du 11 au 13 novembre 2002, au cours de laquelle il devait achever la deuxième lecture du projet de protocole. On pouvait raisonnablement penser que les négociations seraient terminées à temps pour que le projet de protocole soit adopté dans le cadre de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», du 21 au 23 mai 2003 à Kiev (Ukraine).

49. La Conférence des Parties a pris note du rapport d'activité du secrétariat et s'est félicitée de ce que les négociations en soient au stade final et que le projet de protocole serait très vraisemblablement adopté lors d'une session extraordinaire conjointe des organes directeurs de la Convention sur les accidents industriels et de la Convention sur l'eau qui aurait lieu pendant la Conférence ministérielle de Kiev.

50. La Conférence des Parties a chargé son Bureau de collaborer étroitement avec le Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau et le Président du Groupe de travail sur la responsabilité civile pour organiser une telle session extraordinaire conjointe en vue d'adopter le projet de protocole lorsqu'il serait achevé.

**E. Atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité**

51. Conformément au plan de travail pour les années 2001-2002 que la Conférence des Parties a adopté à sa première réunion, un atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité avait été organisé. L'atelier s'était tenu à Chisinau, immédiatement avant la deuxième Réunion des Parties, les 4 et 5 novembre 2002 à l'invitation du Gouvernement de la République de Moldova. Sa tenue avait été financée par le Gouvernement allemand. Un groupe à participation non limitée piloté par un représentant de l'Allemagne avait préparé l'atelier et établi un document de fond.

52. M. Dinkloh, président de l'atelier, a informé la Conférence des Parties de ses résultats et a présenté les conclusions adoptées par ses participants (CP.TEIA/2002/14, annexe I).

53. La Conférence des Parties a examiné les conclusions et les a adoptées. Elle a jugé que l'échange de renseignements, le transfert de techniques de sécurité et l'échange de données d'expérience concernant les systèmes de gestion de la sécurité entre les Parties à la Convention jouaient un rôle important dans son application et constituaient un facteur important d'harmonisation des normes de sécurité dans l'ensemble de la région de la CEE et dans l'aide aux pays en transition pour prévenir les accidents industriels. On a estimé que l'atelier constituait le point de départ d'un programme plus vaste visant à aider les pays en transition.

54. La Conférence des Parties, prenant en considération les conclusions de l'atelier, a adopté une décision relative à la facilitation de l'échange de techniques de sécurité et de données d'expérience sur les systèmes de gestion de la sécurité (décision 2002/2 – voir l'annexe II) contenant des propositions de suivi.

**F. Notification des accidents industriels antérieurs – décision 2000/4**

55. M. Ludwiczak a rappelé la décision 2000/4 concernant la notification des accidents industriels antérieurs et a informé la Conférence des Parties que le système CEE de notification des accidents industriels antérieurs était désormais pleinement opérationnel. Toutes les dispositions pratiques entre la CEE et la Direction générale–Centre commun de recherche de la Commission européenne étaient en place. Les Parties avaient été invitées à désigner un responsable chargé de signaler les accidents industriels antérieurs. Seules quatre Parties avaient répondu jusqu'à présent. Aucun accident industriel n'avait encore été signalé au système.

**VII. PLAN D'ACTION AU TITRE DE LA CONVENTION**

<b>Document approuvé:</b>	
Note du secrétariat: Utilisation des ressources financières au titre de la Convention en 2001-2002	CP.TEIA/2002/12
<b><u>Document adopté:</u></b>	
Décision 2002/3 sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la Convention pour 2003-2004	ECE/CP.TEIA/7, annexe III

56. Pour l'examen de ce point, la Conférence des Parties était saisie d'un projet de décision sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la Convention (CP.TEIA/2002/13), approuvé par le Bureau.

#### **A. Priorités et programme de travail**

57. La Conférence des Parties a examiné son programme de travail à long terme au titre de la Convention. Elle a chargé le Bureau, avec le concours du secrétariat, de modifier le texte en fonction des débats et des décisions prises lors de l'examen des points précédents de l'ordre du jour. Le programme de travail à long terme figure à l'annexe III, appendice I, première partie.

58. La Conférence des Parties a également fixé les priorités de ses futures activités qui figurent au paragraphe 1 de la décision 2002/3 – voir l'annexe III.

59. Sur la base des priorités précitées, la Conférence des Parties a également défini des activités intergouvernementales spécifiques et les a inscrites dans le plan de travail au titre de la Convention pour 2003-2004. En outre, elle a accueilli avec satisfaction l'offre de la Slovaquie d'envisager d'organiser une consultation des points de contact dans le cadre du système CEE de notification des accidents industriels. En ce qui concerne le programme à long terme, elle a chargé le Bureau, avec l'aide du secrétariat, de modifier le plan de travail en fonction des débats et des décisions prises lors de l'examen des points précédents de l'ordre du jour ainsi que des nouvelles propositions d'activités spécifiques faites par les délégations au titre de ce point. Le plan de travail pour 2003-2004 figure à l'annexe III, appendice I, deuxième partie.

#### **B. Ressources**

60. M. Ludwiczak a rendu compte de l'utilisation des ressources au titre de la Convention en 2001-2002 sur la base d'une note (CP.TEIA/2002/12). Il a mentionné toutes les contributions financières ou en nature faites par les Parties et d'autres pays membres de la CEE au Fonds d'affectation spéciale au titre de la Convention et/ou pour des activités spécifiques exécutées en 2001-2002, et a exprimé ses remerciements au nom du secrétariat de la CEE. Il a par ailleurs précisé les dépenses qui avaient été financées au cours de cette période à l'aide du Fonds d'affectation spéciale.

61. La Conférence des Parties s'est félicitée de la clarté de ces renseignements et a approuvé le rapport du secrétariat sur l'utilisation des ressources financières au titre de la Convention en 2001-2002.

62. Le secrétariat de la CEE a informé la Conférence qu'il ne disposait pas de ressources suffisantes pour réaliser ou soutenir tous les éléments de programme figurant dans le plan de travail pour les années 2003-2004. La réalisation complète du plan exigerait donc des ressources extrabudgétaires. Les Parties présentes et les autres pays membres de la CEE ont été invités à envisager d'apporter un soutien financier et/ou en nature aux activités à entreprendre dans le cadre de la Convention.

63. La délégation suisse a annoncé une contribution de 50 000 francs suisses pour soutenir l'exécution du plan de travail au titre de la Convention. Le représentant de la Commission européenne a affirmé que celle-ci envisagerait d'apporter une contribution financière ou en nature.

64. La Conférence des Parties a accueilli ces annonces de contribution avec satisfaction et exprimé sa gratitude aux donateurs.

65. La Conférence des Parties a par ailleurs adopté les modalités de financement au titre de la Convention et le budget destiné à faciliter la mise en œuvre du plan de travail 2003-2004 (annexe III, appendice II) ainsi que les critères d'attribution d'une aide financière aux experts de pays en transition participant à des réunions qui se déroulent sous ses auspices (annexe III, appendice III).

**C. Décision sur les priorités, le programme de travail et les ressources**  
**au titre de la Convention pour 2003-2004**

66. La Conférence des Parties a adopté la décision 2002/3 sur les priorités, le programme de travail et les ressources au titre de la Convention pour 2003-2004 (voir l'annexe III).

**VIII. DATE ET LIEU DE LA TROISIÈME RÉUNION**  
**DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

67. M. Popelyak a informé la Conférence des Parties que le Gouvernement hongrois l'invitait à tenir sa troisième réunion à Budapest.

68. La Conférence des Parties a exprimé sa gratitude à la délégation hongroise pour son offre généreuse. Rappelant le premier paragraphe de l'article 18 de la Convention, notamment la disposition ouvrant la possibilité de tenir une réunion de la Conférence à la demande écrite de toute Partie, et le mandat de son Bureau (ECE/CP.TEIA/2, annexe I), en particulier les paragraphes 1 et 2 c), et soulignant la nécessité d'utiliser au mieux les ressources humaines et financières, y compris celles du secrétariat de la CEE, les Parties à la Convention ont décidé à l'unanimité de tenir la troisième réunion ordinaire de la Conférence des Parties à Budapest au second semestre 2004.

69. Les délégations finlandaise et suédoise ont proposé que la Conférence des Parties revoie à sa réunion suivante le paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention afin, éventuellement, de le modifier. Les mêmes délégations devraient prendre les mesures nécessaires pour enclencher une telle procédure.

**IX. QUESTIONS DIVERSES**

70. M. Gheorghe Duca, Ministre de l'écologie, de la construction et de l'aménagement du territoire de la République de Moldova, a pris la parole. Il a souligné l'importance que son gouvernement attachait aux questions de développement durable et de protection de l'homme et de l'environnement, notamment la prévention des accidents industriels. Il a en particulier exprimé l'espoir que, grâce à ce processus multilatéral dans le cadre de la Convention, le principe de prévention des accidents industriels serait appliqué et mis en œuvre dans le plus grand nombre de pays possible. M. Duca s'est déclaré personnellement satisfait que les Parties aient accepté l'invitation de son pays de se réunir à Chisinau. Il a également remercié le Gouvernement italien de son soutien à l'organisation de la réunion.

## **X. RÉCAPITULATION DES DÉCISIONS**

71. Le Président a récapitulé toutes les décisions prises par la Conférence des Parties à sa deuxième réunion. La Conférence a chargé le secrétariat de la CEE d'établir, en consultation avec le Bureau, la version définitive du rapport de sa deuxième réunion.

## **XI. CLÔTURE DE LA RÉUNION**

72. Le Président, M. Berger, prenant la parole au nom de toutes les délégations et du secrétariat, a exprimé sa gratitude au Gouvernement de la République de Moldova pour avoir accueilli la deuxième réunion de la Conférence des Parties à Chisinau, et a remercié ses représentants pour l'excellente organisation de la réunion elle-même et des manifestations qui l'avaient accompagnée. Il a également remercié le Gouvernement italien pour sa contribution financière à l'organisation de la réunion et le soutien à la participation d'experts de pays en transition qui remplissent les conditions requises.

73. M. Berger a remercié les représentants des Parties et des autres pays membres de la CEE pour leur participation active à la réunion. Il a également exprimé sa reconnaissance au secrétariat de la CEE pour son rôle actif pendant la préparation et le déroulement de la réunion. Parlant également au nom du Bureau, il a formulé l'espoir que tous les pays membres de la CEE prendraient part à la réalisation du plan de travail au titre de la Convention dans les deux années à venir. Il a alors prononcé la clôture de la deuxième réunion de la Conférence des Parties.

## Annexe I

### **DÉCISION 2002/1 SUR LE RENFORCEMENT DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION**

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les dispositions des articles 18 et 23 de la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels,

*Constatant* que 17 Parties et deux autres pays membres de la CEE ont fait rapport sur l'application de la Convention conformément à sa décision 2000/2,

*Prenant acte* des activités menées par le Groupe de travail de l'application de la Convention en vue de faciliter l'examen de l'application de la Convention, y compris l'analyse des réponses reçues des différents pays et la compilation du «Premier rapport sur l'application de la Convention»,

1. *Adopte* le «Premier rapport sur l'application de la Convention» tel qu'il a été établi et soumis par le Groupe de travail de l'application de la Convention (CP.TEIA/2002/9);

2. *Invite* la Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, avec l'appui du Président de la Conférence des Parties, à prendre contact avec les Gouvernements des Parties qui n'ont pas soumis de rapport, à savoir l'Albanie, l'Espagne, la Grèce, la Lituanie, le Luxembourg et Monaco, pour les engager instamment à s'acquitter de leur obligation d'établir des rapports au titre de la Convention;

3. *Encourage* en particulier les États membres de l'Union européenne et les pays candidats à l'entrée dans l'Union qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention, ou à y adhérer, et à l'appliquer sans délai, étant entendu que le respect de la Directive «Seveso II» suppose dans la pratique, pour une bonne part, le respect de la Convention;

4. *Prie* toutes les Parties d'attribuer le rang le plus élevé de priorité à l'identification et à la notification à toutes les parties potentiellement intéressées des activités dangereuses relevant de leur juridiction, en tant que point de départ d'une véritable coopération entre Parties voisines;

5. *Charge*:

a) Le Bureau, en collaboration avec le Groupe de travail de l'application de la Convention, de prendre des initiatives en vue de faciliter l'application de la Convention, en particulier dans les domaines signalés dans le «Premier rapport sur l'application de la Convention», comme par exemple i) la collecte de données concernant les substances dangereuses sur les sites d'activités dangereuses, ii) l'identification des activités dangereuses, iii) la notification de telles activités aux Parties voisines, iv) la mise en place d'une coopération bilatérale, et v) l'information du public et les moyens d'en favoriser la participation comme le prévoit la Convention;

b) Le Groupe de travail de l'application de préciser le mode de présentation qui sera utilisé pour le prochain cycle de rapports en donnant des avis sur certaines questions et en tenant compte des autres rapports communiqués afin d'obtenir une synergie maximale;

c) Le Bureau, en collaboration avec le Groupe de travail de l'application de la Convention, d'élaborer un programme d'aide en fonction des besoins bénéficiant d'un soutien international, qui prévoira notamment des accords de partenariat, des ateliers, des stages de formation et/ou des échanges de spécialistes pour aider les pays en transition, en particulier du Caucase et de l'Asie centrale, à adhérer à la Convention et à l'appliquer;

6. *Prie:*

a) Le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels de revoir le critère de lieu concernant l'eau en tant que mode de transfert, qui figure dans les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention (ECE/CP.TEIA.2, annexe IV, appendice) et de fournir des indications complémentaires à ce sujet;

b) Le Bureau de prendre avec le Bureau de la réunion des Parties à la Convention sur l'eau les dispositions qu'appelle la demande précédente;

c) Le secrétariat de la Convention de coordonner la réalisation d'un essai du système CEE de notification des accidents industriels et d'organiser dans son cadre une consultation entre les points de contact;

d) Le secrétariat de la Convention de permettre la consultation des rapports des différents pays sur l'application, par les autorités compétentes, à partir d'un site protégé par un mot de passe sur la page d'accueil Internet de la Convention;

7. *Élit*, sur la base des candidatures proposées par les Parties, les membres ci-après du Groupe de travail de l'application de la Convention, qui rempliront ces fonctions jusqu'à la troisième réunion de la Conférence des Parties: M. L. Iberl (Allemagne), M<sup>me</sup> A. Aleksandryan (Arménie), M. L. Katai-Urban (Hongrie), M. C. Piacente (Italie), M. S. Galitchi (République de Moldova), M. E. Malasek (République tchèque), M<sup>me</sup> J. Karba (Slovénie), M. U. Bjurman (Suède), M. B. Gay (Suisse) et M. J. Wettig (Commission européenne).

## **Annexe II**

### **DÉCISION 2002/2 SUR LA FACILITATION DE L'ÉCHANGE DE TECHNIQUES DE SÉCURITÉ ET DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE SUR LES SYSTÈMES DE GESTION DE LA SÉCURITÉ**

*La Conférence des Parties,*

*Considérant* que les pays en transition ont tout spécialement besoin d'un transfert de savoir-faire à la fois en matière de mesures techniques de sécurité et de capacités d'organisation pour améliorer l'efficacité de la production et la gestion du risque;

*Reconnaissant* qu'il importe de créer des conditions favorables au transfert de technologie nécessaire ainsi qu'à d'éventuels investissements extérieurs,

*Prenant note* des conclusions de l'Atelier sur la facilitation des échanges de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité qui s'est tenu dans son cadre les 4 et 5 novembre 2002 à Chisinau (République de Moldova),

1. *Encourage* les Parties et les autres pays membres de la CEE à:

- a) Favoriser la reconnaissance et l'application de normes techniques harmonisées et de lignes directrices en matière de sécurité afin de réduire les barrières commerciales entre les Parties;
- b) Appuyer les efforts visant à introduire progressivement des techniques modernes dans les établissements à risque anciens qui sont très importants pour l'économie et l'emploi des pays en transition;
- c) Encourager l'adoption de stratégies visant à mettre en place des systèmes de gestion de la sécurité et des technologies propres;
- d) Prendre des mesures pour organiser des réunions périodiques et des tables rondes entre experts nationaux et internationaux, notamment d'experts provenant de secteurs déterminés de l'industrie ou de différentes régions ayant des intérêts communs;

2. *Invite* les Parties et les autres pays membres de la CEE à prendre l'initiative d'autres ateliers sur l'échange de renseignements et de données d'expérience concernant les techniques de sécurité et les systèmes de gestion de la sécurité afin de faciliter leur adoption et leur application;

3. *Charge* le Bureau:

- a) De mettre sur pied des partenariats en vue d'instaurer des programmes de formation et d'échanges d'experts à différents niveaux, en associant également les acteurs économiques afin, notamment, de créer des organisations professionnelles et de créer une capacité d'autosuffisance;

b) De renforcer la coopération avec les institutions financières internationales et l'Union européenne afin de faciliter le recours aux instruments financiers existants et de lancer de nouveaux programmes visant à introduire des systèmes de gestion de la sécurité et les meilleures techniques disponibles dans les activités dangereuses des pays en transition.

### **Annexe III**

#### **DÉCISION 2002/3 SUR LES PRIORITÉS, LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET LES RESSOURCES AU TITRE DE LA CONVENTION POUR 2003-2004**

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les dispositions des alinéas *b* et *c* du paragraphe 2 et du paragraphe 4 de l'article 18 et l'annexe XII de la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels,

*Ayant à l'esprit* ses décisions sur le renforcement de l'application de la Convention et sur la facilitation de l'échange de techniques de sécurité et de données d'expérience sur les systèmes de gestion de la sécurité,

*Consciente* que le succès de l'application de la Convention et du plan de travail y relatif dépend de l'existence de ressources administratives et financières suffisantes,

1. *Établit* les priorités ci-après pour ses futures activités:

a) Fournir une assistance aux Parties, en vue de l'application des dispositions de la Convention, et aux autres pays membres de la CEE, afin que le plus grand nombre d'entre eux ratifient cet instrument ou y adhèrent dans les meilleurs délais;

b) Accélérer l'identification et la notification d'activités dangereuses aux fins de la Convention;

c) Achever les négociations sur un instrument juridiquement contraignant relatif à la responsabilité civile des dommages causés par des activités dangereuses;

d) Promouvoir les mesures de prévention des accidents industriels, notamment de la pollution accidentelle des eaux, et protéger ainsi le public et l'environnement;

e) Promouvoir la coopération bilatérale au titre de la Convention, pour ce qui est en particulier de l'application des mesures de préparation et d'intervention;

f) Renforcer l'efficacité du système CEE de notification des accidents industriels;

g) Faciliter l'établissement des rapports sur les accidents industriels antérieurs et leur analyse;

2. *Adopte* le programme de travail au titre de la Convention, y compris le programme de travail à long terme mis à jour et le plan de travail pour 2003-2004 tels qu'énoncés dans la première et la deuxième partie, respectivement, de l'appendice I de la présente décision;

3. *Engage* les Parties et *invite* les gouvernements des autres pays membres de la CEE à prendre une part active à l'application du plan de travail pour 2003-2004 et à jouer un rôle de chef de file dans l'exécution des éléments de programme prévus dans le plan de travail;

4. *Décide* que les Parties verseront des contributions volontaires en espèces ou en nature au budget de la Convention et leur *recommande* de le faire dès que possible;

5. *Invite* les autres pays membres de la CEE à verser eux aussi des contributions à ce budget;

6. *Se félicite* de l'annonce par la Suisse d'une contribution de 50 000 francs suisses au budget;

7. *Accepte* le rapport du secrétariat sur l'emploi qui a été fait des ressources financières au titre de la Convention en 2001-2002 (CP.TEIA/2002/12) et adopte le budget de la Convention pour 2003-2004 tel que présenté dans l'appendice II à la présente décision;

8. *Approuve* les directives concernant l'assistance financière visant à couvrir la participation d'experts et de représentants des pays en transition aux réunions organisées dans le cadre de la Conférence des Parties, compte tenu des ressources disponibles, telles qu'énoncées dans l'appendice III à la présente décision;

9. *Invite* la Secrétaire exécutive de la CEE à renforcer, à l'aide de ressources extrabudgétaires supplémentaires, les services de secrétariat nécessaires à l'exécution des tâches prescrites dans le plan de travail pour 2003-2004;

10. *Prie* le secrétariat de la CEE de gérer les contributions volontaires en accord avec les pays et institutions donateurs;

11. *Prie* le Bureau, avec le concours du secrétariat de la CEE, d'établir un projet de budget pour le prochain exercice biennal, pour adoption à sa troisième réunion.

## Appendice I

### PROGRAMME DE TRAVAIL AU TITRE DE LA CONVENTION

#### Introduction

Le présent appendice comprend le programme de travail à long terme (première partie) et le plan de travail pour 2003-2004 (deuxième partie) au titre de la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels. La Conférence des Parties a décidé que, dans la mise en œuvre du programme de travail à long terme et du plan de travail pour 2003-2004, il y avait lieu de prendre dûment en considération les travaux engagés par d'autres organisations internationales, afin de développer les synergies et d'éviter les doubles emplois.

#### Première partie

### PROGRAMME DE TRAVAIL À LONG TERME

Le programme de travail à long terme ci-après récapitule les tâches à accomplir au niveau intergouvernemental, prévues par la Convention ou proposées par la Conférence des Parties à ses première et deuxième réunions.

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 1: Application de la Convention: suivi et assistance**

##### 1.1 Application de la Convention

Description générale: Les Parties doivent établir ou désigner une ou plusieurs autorités compétentes aux fins de la Convention (art. 17, par. 1). Elles doivent aussi appliquer la Convention dans les meilleurs délais et rendre compte de son application (art. 23). La Conférence des Parties doit suivre l'application de la Convention sur une base régulière [art. 18, par. 2 a)]. Les autres pays membres de la CEE sont invités à ratifier la Convention ou à y adhérer le plus rapidement possible et à faire rapport sur son application à l'aide du même cadre de présentation.

Travaux réalisés: Le secrétariat de la CEE a tenu à jour une liste des autorités compétentes qu'elle a diffusée sur le site Internet de la Convention (<http://www.unece.org/env/teia/authorities.htm>). À sa première réunion, la Conférence des Parties a créé le Groupe de travail de l'application pour l'aider à suivre et examiner la mise en œuvre de la Convention par les Parties, et approuvé un cadre de présentation des rapports, pour utilisation par les Parties et autres pays membres de la CEE (ECE/CP.TEIA/2, annexe III, décision 2000/2 concernant l'application de la Convention). Avec le concours du secrétariat de la CEE et sur la base des rapports sur l'application soumis par les pays, le Groupe de travail a établi le premier rapport sur l'application de la Convention. Il a également élaboré un projet de décision sur le renforcement de l'application de la Convention, contenant des recommandations établies sur la base du rapport. La Conférence des Parties a fait le point sur l'application de la Convention et a adopté la décision 2002/1 sur le renforcement de l'application de la Convention, à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: Le secrétariat de la CEE continuera de tenir à jour la liste des autorités compétentes. Le Groupe de travail de l'application continuera à suivre l'application de la Convention. Sur la base des rapports nationaux soumis par les Parties et par les autres pays membres de la CEE à titre volontaire, il établira, avec le concours du secrétariat de la CEE, de nouveaux rapports sur l'application de la Convention, dont il tirera des conclusions, et formulera des projets de recommandations visant à renforcer son application, qu'il soumettra à la Conférence des Parties pour examen et adoption. Le rapport du Groupe de travail sur l'application de la Convention sera publié sur la page d'accueil Internet de la Convention et les rapports des différents pays ne pourront être consultés que par les autorités compétentes à partir d'un site protégé par un mot de passe.

1.2 Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et aux autres pays membres de la CEE souhaitant devenir Parties en vue de la ratification de la Convention

Description générale: Les Parties et les autres pays membres de la CEE sont invités à rendre compte des difficultés qu'ils ont rencontrées pour appliquer la Convention ou y adhérer/la ratifier. Ils le feront dans le cadre de leur rapport sur l'application de la Convention. La Conférence des Parties recensera les problèmes posés par l'application et les processus d'adhésion et de ratification et prêtera l'assistance nécessaire chaque fois que possible et lorsqu'on lui en fera la demande.

Travaux réalisés: Un document de synthèse pour l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention (prévu au départ du 19 au 21 septembre 2002, il a été reporté pour se tenir du 13 au 15 mars 2003) a été établi sur la base des réponses reçues d'un certain nombre de nouveaux pays indépendants à un questionnaire élaboré à cette fin. La Conférence des Parties a examiné le document de synthèse de l'atelier et l'a approuvé à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: Un atelier sous-régional sur l'application de la Convention se tiendra du 13 au 15 mars 2003. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application continueront d'examiner les besoins et les problèmes des pays, en particulier les pays en transition, et de faciliter la fourniture d'une assistance chaque fois que possible. D'autres ateliers et séminaires destinés à faciliter l'adhésion à la Convention, sa ratification et/ou son application seront organisés à la demande d'un pays ou d'un groupe de pays.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 2: Champ d'application de la Convention**

### 2.1 Substances dangereuses

Description générale: Les catégories de substances et de préparations (partie I) et les substances nommément désignées (partie II) ainsi que les quantités limites correspondantes retenues aux fins de la définition des activités dangereuses visées par la Convention sont précisées à l'annexe I de la Convention.

Travaux réalisés: Les travaux d'expert ont été menés à bien au niveau de la Communauté européenne, en coopération avec la CEE, en vue de réévaluer les quantités limites de substances «dangereuses pour l'environnement».

Travaux à réaliser: La Conférence des Parties examinera les recommandations du Groupe de travail technique 7 de la Communauté européenne (qui travaille également dans le cadre de la CEE) concernant d'éventuelles modifications à l'annexe I, qui pourront être apportées à la troisième réunion. Conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 1 de l'annexe XII de la Convention, une liste des substances dangereuses, précisant leurs caractéristiques et indiquant comment procéder en cas d'accident industriel mettant en jeu ces substances, sera largement diffusée. En outre, conformément à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de la même annexe, une liste des substances dangereuses visées à la partie I de l'annexe I sera établie et largement diffusée.

## 2.2 Activités dangereuses

Description générale: Conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, les Parties doivent identifier toute activité dangereuse proposée ou existante pouvant avoir des effets transfrontières en cas d'accident et notifier ce type d'activité aux Parties susceptibles d'être touchées.

Travaux réalisés: Afin que toutes les Parties suivent la même démarche lorsqu'elles identifient des activités dangereuses et qu'elles en informent les autres Parties, des directives pratiques ont été élaborées. Comme le prévoit le paragraphe 6 de l'article 18, elles ont été adoptées par la Conférence des Parties à sa première réunion (ECE/CP.TEIA/2, annexe IV, décision 2000/3 concernant les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention). Un certain nombre de Parties ont notifié les pays voisins de ces activités dangereuses et en ont fait état dans leur rapport sur l'application.

Travaux à réaliser: Le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels réexaminera le critère concernant l'eau comme mode de transfert, appliqué pour identifier les activités dangereuses susceptibles d'avoir des effets transfrontières, tel qu'il est énoncé dans les lignes directrices destinées à faciliter l'identification des activités dangereuses aux fins de la Convention [ECE/CP.TEIA/2, décision 2000/3, annexe IV, appendice, par. 5 b)] en vue d'en restreindre éventuellement le champ. Les renseignements concernant les activités dangereuses seront tenus à jour par le Groupe de travail de l'application, avec le concours du secrétariat, à partir des rapports nationaux sur l'application de la Convention, et communiqués aux autorités compétentes par l'intermédiaire d'un site protégé par un mot de passe sur la page d'accueil Internet de la Convention. Une carte indiquant les lieux d'activité dangereuse pourrait être établie à un stade ultérieur.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 3: Prévention des accidents industriels**

### 3.1 Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Description générale: Aux termes du paragraphe 1 de l'article 6, les Parties sont tenues de prendre des mesures appropriées pour prévenir les accidents industriels. En vertu du paragraphe 2 du même article, elles doivent aussi, dans le cas d'activités dangereuses, veiller à ce que les exploitants prennent des mesures pour réduire le risque d'accident industriel et démontrent que la sécurité est assurée dans le déroulement de ces activités. Les Parties à la Convention sur les accidents industriels et les Parties à la Convention sur l'eau sont convenues de collaborer étroitement aux fins de la prévention de la pollution accidentelle des eaux

transfrontières. On s'attachera à renforcer la coopération avec le secteur des entreprises, par exemple en organisant des ateliers, des séminaires et des voyages d'étude communs.

Travaux réalisés: Le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels a poursuivi ses travaux en axant ses efforts sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux, comme l'ont décidé conjointement la Conférence des Parties et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Son programme de travail a été approuvé par la Conférence des Parties à sa première réunion (ECE/CP.TEIA/2, annexe VI, décision 2000/5 concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux, par. 7). Son rapport d'activité a été approuvé par la Conférence à sa deuxième réunion.

Travaux à réaliser: En collaboration avec la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau, la Conférence des Parties examinera la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Séminaire de Hambourg (CEP/WG.4/SEM.1/1999/3, annexe I) avec le concours du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels. Le Groupe définira des procédures communes pour l'établissement et la présentation des rapports, évaluera les réponses et élaborera un rapport d'activité. Avec le concours du Groupe spécial mixte d'experts, la Conférence des Parties favorisera l'adoption de politiques et de pratiques optimales visant à renforcer la sécurité des activités industrielles, en particulier les activités dangereuses, grâce à l'échange de données d'expérience, et facilitera la fourniture d'une assistance technique, en particulier aux pays en transition.

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 4: Points de contact et notification des accidents industriels**

##### **4.1 Système CEE de notification des accidents industriels**

Description générale: Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 17, les Parties doivent désigner ou établir un point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et un point de contact aux fins de l'assistance mutuelle. Il serait préférable que le point de contact soit dans les deux cas le même. Les Parties doivent, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, informer aussi les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de la CEE, des organes qu'elles ont désignés comme points de contact.

Aux termes du paragraphe 4 de l'article 17, les Parties doivent informer les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de la CEE, de tout changement concernant leurs points de contact dans le mois qui suit leur décision. Les autres pays membres de la CEE qui n'ont toujours pas désigné ni établi de point de contact sont invités à le faire dans les meilleurs délais et à en informer le secrétariat. Une liste actualisée des points de contact peut être consultée, en mode d'accès protégé, sur le site Internet de la Convention.

Travaux réalisés: Pour rendre la procédure de notification entre les points de contact aussi efficace que possible, et conformément aux articles 10, 12 et 17 ainsi qu'au paragraphe 1 a) de l'annexe XII, le système CEE de notification des accidents industriels (CP.TEIA/2000/5) a été élaboré sous les auspices de la Réunion des Signataires. La Conférence des Parties l'a accepté à sa première réunion pour notifier, au niveau national, un accident majeur qui entraîne ou est susceptible d'entraîner des effets transfrontières ou une menace imminente d'un tel accident

(ECE/CP.TEIA/2, annexe II, décision 2000/1 concernant le système CEE de notification des accidents industriels). Trente-sept pays membres de la CEE et la Commission européenne ont déjà désigné des points de contact. Le secrétariat de la CEE a tenu à jour une liste des points de contact et l'a affichée, en mode d'accès protégé, sur le site Internet de la Convention (<http://www.unece.org/env/teia/contact.htm>). Le système CEE de notification a été testé deux fois en 2001, par la Croatie et la Hongrie.

Travaux à réaliser: Le secrétariat de la CEE continuera de tenir à jour la liste des points de contact et de la rendre accessible, en mode d'accès protégé, sur le site Internet de la Convention. En application du paragraphe 4 de l'annexe IX, des essais et des examens continueront d'être effectués périodiquement pour s'assurer que le système CEE est à tout moment opérationnel. En outre, un manuel sera rédigé à l'intention des points de contact. Une collaboration avec les autres institutions dotées de systèmes de notification et d'alerte, en particulier avec les systèmes mis au point et utilisés dans le cadre de la Convention sur l'eau, sera instaurée afin d'optimiser la circulation de l'information et de parvenir à une meilleure harmonisation. La formation du personnel des points de contact se poursuivra conformément au paragraphe 4 de l'annexe IX. Les tâches susmentionnées seront exécutées par les points de contact dans le cadre de consultations. Les rapports sur les consultations des points de contact et sur leurs activités seront communiqués à la Conférence des Parties.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 5: Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle**

### **5.1 Préparation aux situations d'urgence et intervention**

Description générale: Aux termes du paragraphe 1 de l'article 8, les Parties doivent prendre des mesures appropriées et maintenir un état de préparation satisfaisant afin de pouvoir faire face aux accidents industriels et en atténuer les effets transfrontières. En outre, conformément aux paragraphes 2 à 4 de l'article 8, les Parties sont tenues d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'urgence sur site et hors site et de s'échanger des informations pour faire en sorte que les plans hors site soient compatibles. Enfin, conformément au paragraphe 3 de l'article 10 et au paragraphe 1 de l'article 11, les Parties sont tenues d'intervenir et de déclencher des plans d'urgence en cas d'accident industriel.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties et le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels ont favorisé la coopération entre les Parties et, en particulier, l'échange de données d'expérience sur l'application des mesures de préparation et d'intervention. À cette fin, deux exercices d'intervention ont été organisés conjointement sous les auspices de la Conférence des Parties et de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Ces deux exercices pratiques ont été complétés par des conférences: i) atelier et exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières – Tiszaújváros (Hongrie), 3-5 octobre 2001 (rapport publié sous la cote CP.TEIA/2001/6 – MP.WAT/WG.1/2001/4) et ii) exercice russo-polonais d'intervention transfrontière «Kotki 2002» et Séminaire international sur la préparation aux accidents industriels, les moyens d'intervention et l'atténuation des effets transfrontières – Ketrzyn (Pologne), 13-15 juin 2002 (rapport publié sous la cote CP.TEIA/2002/4 – MP.WAT/WG.1/2002/3). À sa deuxième réunion, la Conférence des Parties a adopté les conclusions figurant dans les rapports des deux exercices.

Travaux à réaliser: Des dispositions continueront d'être prises pour assurer la mise en commun de données d'expérience et fournir une assistance pour l'adoption et l'application de mesures de préparation et d'intervention. L'organisation d'exercices d'intervention aux niveaux bilatéral et multilatéral sera encouragée et appuyée.

## 5.2 Fourniture d'une assistance mutuelle

Description générale: En application de l'article 12 de la Convention, les Parties peuvent demander une assistance à d'autres Parties en cas d'accident industriel. La Partie qui reçoit une demande d'assistance prend une décision rapide et fait savoir promptement à la Partie qui a soumis la demande si elle est en mesure de fournir l'assistance nécessaire.

Travaux à réaliser: Conformément au paragraphe 2 b) de l'article 18, la Conférence des Parties continuera de faciliter la fourniture d'une assistance et de conseils techniques aux Parties touchées par des accidents industriels. Elle peut également décider de renforcer la coopération avec d'autres organisations et institutions internationales, en particulier avec le Groupe mixte de l'environnement PNUE/OCHA, afin de mieux coordonner et harmoniser les modalités d'assistance.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 6: Responsabilité et obligation de réparer**

### 6.1 Régime de responsabilité

Description générale: Conformément à l'article 13 de la Convention, les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité et l'obligation de réparer.

Travaux réalisés: En 2000, comme suite à l'accident de Baia Mare (Roumanie), la délégation suisse a proposé que des négociations soient engagées en vue de l'élaboration d'un protocole, relatif à la responsabilité civile, se rapportant aussi bien à la Convention CEE sur les accidents industriels qu'à la Convention CEE sur l'eau. À leur deuxième réunion (23-25 mars 2000), les Parties à la seconde Convention ont chargé l'Équipe spéciale des aspects juridiques et administratifs d'élaborer un rapport dans lequel elle recenserait les lacunes de la législation multilatérale relative à la responsabilité et à l'obligation de réparer et proposerait les moyens qui pourraient être pris pour les combler. Tenant compte des conclusions de ce rapport, la Conférence des Parties a souligné, à sa première réunion, la nécessité d'établir dans la région de la CEE un régime approprié, comprenant un instrument juridiquement contraignant, concernant la responsabilité civile en cas de dommages résultant d'activités dangereuses qui entrent dans le champ d'application des deux Conventions. Elle a également chargé son Bureau de collaborer étroitement avec le Bureau de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau en vue de préparer une session extraordinaire conjointe des organes directeurs des deux Conventions en 2001 en vue d'envisager le lancement de négociations intergouvernementales (ECE/CP.TEIA/2, annexe VII, décision 2000/6 concernant la responsabilité et l'obligation de réparer). À leur session extraordinaire conjointe, tenue à Genève les 2 et 3 juillet 2001, les deux organes directeurs ont décidé de lancer des négociations intergouvernementales en vue d'élaborer un instrument juridiquement contraignant concernant les dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard des deux Conventions. Pour ce faire, les Parties

ont créé le Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile (ECE/MP.WAT/7 – ECE/CP.TEIA/5). Le processus de négociation en vue de l'établissement d'un protocole, dont le champ d'application serait limité aux accidents industriels résultant d'une activité dangereuse ayant entraîné des effets transfrontières sur les eaux transfrontières, est en voie d'achèvement. Le Groupe de travail a déjà tenu quatre réunions de négociation.

Travaux à réaliser: Achèvement des négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard de la Convention CEE sur les accidents industriels et de la Convention CEE sur l'eau. Présentation d'un projet d'instrument aux organes directeurs des deux Conventions à une session extraordinaire conjointe, pour adoption et signature.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 7: Coopération scientifique et technologique**

### **7.1 Échange d'informations et de techniques de sécurité**

Description générale: Aux termes des articles 14, 15 et 16 de la Convention, les Parties entreprennent des travaux de recherche-développement sur les technologies pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face, et coopèrent à l'exécution de ces travaux, échantent les informations qui peuvent raisonnablement être obtenues et facilitent l'échange de technologies.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties a encouragé l'échange de données, de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité entre les Parties et d'autres pays membres de la CEE. À sa deuxième réunion, les Parties ont examiné des procédures permettant de créer des conditions plus favorables à ces échanges comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention, et adopté les conclusions formulées par les participants à l'atelier sur la facilitation de l'échange de systèmes de gestion de la sécurité et de techniques de sécurité, qui s'était tenu à Chisinau (République de Moldova) les 4 et 5 novembre 2002, juste avant la réunion.

Travaux à réaliser: La Conférence des Parties continuera à favoriser la coopération bilatérale et multilatérale dans le but de faciliter l'échange d'informations et de techniques de sécurité entre les Parties à la Convention. Elle s'attachera à promouvoir l'éducation et la formation aux fins de l'application de mesures de prévention, de préparation et d'intervention par le biais d'ateliers, de séminaires et de stages de formation.

En application de l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'annexe XII, il sera constitué un registre d'institutions et d'experts pouvant fournir une aide en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention. En outre, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 3 de la même annexe, la Conférence des Parties pourra, à la demande d'une Partie, prendre des mesures pour inspecter ses activités dangereuses et lui fournir une assistance afin de lui permettre d'organiser des inspections nationales par ces institutions et ces experts.

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 8: Accidents industriels antérieurs**

### **8.1 Notification des accidents industriels antérieurs**

Description générale: L'alinéa *b* du paragraphe 1 et l'alinéa *a* du paragraphe 2 de l'annexe XII à la Convention prévoient de constituer et de tenir à jour une banque de données pour la réception, le traitement et la diffusion d'informations sur les accidents industriels antérieurs.

Travaux réalisés: La Conférence des Parties a créé le système CEE de notification des accidents industriels antérieurs que les Parties et les autres pays membres de la CEE utiliseront pour signaler des accidents industriels antérieurs ayant eu des effets transfrontières. En outre, elle a accepté la proposition de la Commission européenne d'assurer la diffusion et l'exploitation du système CEE de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du système de notification des accidents majeurs de l'Union européenne. À cette fin, le mandat pour la coopération entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et la Direction générale – Centre commun de recherche (DG-CCR) de la Commission européenne a été adopté (ECE/CP.TEIA/2, annexe V, décision 2000/4 concernant la notification des accidents industriels antérieurs).

Travaux à réaliser: Les Parties à la Convention, ainsi que les autres pays membres de la CEE qui le souhaitent, désigneront des correspondants chargés d'établir les rapports sur les accidents industriels antérieurs. Les logiciels nécessaires leur seront fournis par le Bureau des risques d'accidents majeurs de la DG-CCR. Les Parties et les autres pays membres de la CEE qui le souhaitent signaleront les accidents industriels antérieurs en utilisant le système CEE de notification des accidents industriels antérieurs. La Conférence fera le point périodiquement sur le processus de notification de ces accidents ainsi que sur les conclusions et les enseignements à tirer des accidents notifiés, sur la base des rapports du Bureau des risques d'accidents majeurs. Les informations concernant les accidents industriels antérieurs seront communiquées à tous les pays membres de la CEE, afin qu'ils puissent renforcer les mesures de prévention, de préparation et d'intervention face aux risques d'accidents industriels.

## **Deuxième partie**

### **PLAN DE TRAVAIL POUR 2003-2004**

On trouvera ci-après les éléments du programme de travail à long terme (première partie) qui devront être mis en œuvre en priorité entre les deuxième et troisième réunions de la Conférence des Parties (2003-2004).

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 1: Application de la Convention: suivi et assistance**

### **1.1 Application de la Convention**

- 1.1.1 Tenir à jour une liste des autorités compétentes, qui sera diffusée sur le site Internet de la Convention (secrétariat de la CEE);

- 1.1.2 Afficher le premier rapport sur l'application de la Convention sur le site Internet de la Convention et créer un site protégé par un mot de passe pour accéder aux rapports des pays (secrétariat de la CEE);
  - 1.1.3 Élaborer le deuxième rapport sur l'application de la Convention (Groupe de travail de l'application);
  - 1.1.4 Formuler des conclusions et des recommandations visant à renforcer l'application de la Convention à partir du rapport sur l'application (Groupe de travail de l'application).
- 1.2 Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et aux autres pays membres de la CEE souhaitant devenir Parties en vue de la ratification de la Convention
- 1.2.1 Organiser l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention (Erevan (Arménie), 13-15 mars 2003) (Arménie, Bureau, Groupe de travail de l'application et secrétariat de la CEE);
  - 1.2.2 Élaborer un programme en fonction des besoins destiné à aider les pays en transition à adhérer à la Convention et à l'appliquer (Bureau/Groupe de travail de l'application/secrétariat de la CEE).

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 2: Champ d'application de la Convention**

### **2.1 Activités dangereuses**

- 2.1.1 Tenir à jour les renseignements relatifs aux activités dangereuses sur un site protégé par un mot de passe accessible à partir de la page d'accueil Internet de la Convention (Groupe de travail de l'application/secrétariat de la CEE);
- 2.1.2 Revoir le critère concernant l'eau comme mode de transfert pour identifier les activités dangereuses susceptibles d'avoir des effets transfrontières sur les eaux transfrontières (Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels).

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 3: Prévention des accidents industriels**

### **3.1 Prévention de la pollution accidentelle des eaux**

- 3.1.1 Poursuivre les travaux sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux, comme prévu dans la décision 2000/5 concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux (ECE/CP.TEIA/2, annexe VI) (Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels).
- 3.1.2 Définir des procédures pour l'établissement et la présentation des rapports relatifs à la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Séminaire de Hambourg (CEP/WG.4/SEM.1/1999/3, annexe I) (Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels).

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 4: Points de contact et notification des accidents industriels**

##### **4.1 Système CEE de notification des accidents industriels**

- 4.1.1 Gérer la liste des points de contact (secrétariat de la CEE/points de contact);
- 4.1.2 Tester le système CEE de notification des accidents industriels (Communauté européenne/points de contact/secrétariat de la CEE);
- 4.1.3 Réexaminer le système et organiser des consultations et stages de formation pour le personnel des points de contact (Slovaquie/points de contact/secrétariat de la CEE);
- 4.1.4 Faciliter l'harmonisation du système CEE et des systèmes de notification et d'alerte relevant de la Convention sur l'eau (points de contact, Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels et secrétariat de la CEE).

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 5: Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle**

##### **5.1 Préparation aux situations d'urgence et intervention**

- 5.1.1 Organiser des exercices d'intervention face à une simulation d'accident industriel (Allemagne/République tchèque/Commission européenne/secrétariat de la CEE).

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 6: Responsabilité et obligation de réparer**

##### **6.1 Régime de responsabilité**

- 6.1.1 Achever les négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard de la Convention CEE sur les accidents industriels et de la Convention CEE sur l'eau (Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile/secrétariat de la CEE);
- 6.1.2 Organiser une session extraordinaire conjointe des deux organes directeurs afin d'adopter le projet de protocole une fois son texte définitif établi (Bureau/secrétariat de la CEE).

#### **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 7: Coopération scientifique et technologique**

##### **7.1 Facilitation de l'échange d'informations et de techniques de sécurité**

- 7.1.1 Instaurer des partenariats avec les pays, des programmes de formation et des échanges d'experts et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales et l'Union européenne à cet égard (Bureau);

- 7.1.2 Organiser un programme de formation à l'intention de spécialistes des pays en transition pour perfectionner leurs connaissances théoriques et spécialisées aux fins de la mise en œuvre de mesures de sécurité (Allemagne);
- 7.1.3 Constituer un registre d'institutions et d'experts pouvant fournir une assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention (secrétariat de la CEE).

## **ÉLÉMENT DE PROGRAMME 8: Accidents industriels antérieurs**

### **8.1 Notification des accidents industriels antérieurs**

- 8.1.1 Exploiter le système CEE de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du système existant de notification des accidents majeurs de l'Union européenne et diffuser des données sur les accidents industriels antérieurs (Bureau des risques d'accidents majeurs/secrétariat de la CEE).

## Appendice II

### BESOINS EN RESSOURCES POUR 2003-2004

N <sup>o</sup> <sup>a</sup>	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
<b>1.</b>	<b>Application de la Convention: suivi et assistance</b>				
<b>1.1</b>	<b>Application de la Convention</b>				
1.1.1	Tenir à jour à jour une liste des autorités compétentes accessible sur le site Internet de la Convention	<b>Secrétariat CEE</b>			Liste des autorités compétentes sur l'Internet
1.1.2	Afficher le premier rapport sur l'application de la Convention sur le site Internet de la Convention et créer un site protégé par un mot de passe pour accéder aux rapports des pays	<b>Secrétariat CEE</b>			Affichage sur l'Internet des rapports sur l'application
1.1.3	Élaborer le deuxième rapport sur l'application de la Convention	<b>Groupe de travail de l'application</b>	À organiser par le Groupe de travail	€ 10 000	Deuxième rapport sur l'application de la Convention
1.1.4	Formuler des conclusions et des recommandations visant à renforcer l'application de la Convention, à partir du rapport sur l'application	<b>Groupe de travail de l'application</b>	À organiser par le Groupe de travail		Conclusions et recommandations pour adoption par la Conférence des Parties
<b>1.2</b>	<b>Assistance à fournir aux Parties en vue de l'application de la Convention et aux Signataires et autres pays membres de la CEE souhaitant devenir Parties à la Convention en vue de la ratification</b>				
1.2.1	Organiser en Arménie l'atelier sous-régional sur l'application de la Convention	<b>Arménie Bureau Groupe de travail de l'application Secrétariat CEE</b>	À organiser par le Bureau et le Groupe de travail de l'application	€ 30 000	Recommandations et assistance visant à surmonter les obstacles à la ratification et à l'application
1.2.2	Élaborer un programme en fonction des besoins destiné à aider les pays en transition à adhérer à la Convention et à l'appliquer	<b>Bureau Groupe de travail de l'application Secrétariat CEE</b>			Recommandations et assistance visant à surmonter les obstacles à la ratification et à l'application

N <sup>o</sup>	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
<b>2.</b>	<b>Champ d'application de la Convention</b>				
<b>2.1</b>	<b>Activités dangereuses</b>				
2.1.1	Tenir à jour les renseignements relatifs aux activités dangereuses sur un site protégé par un mot de passe accessible à partir de la page d'accueil Internet de la Convention	<b>Groupe de travail de l'application</b> Secrétariat CEE			Renseignements sur les activités dangereuses
2.1.2	Revoir le critère concernant l'eau comme mode de transfert pour identifier les activités dangereuses susceptibles d'avoir des effets transfrontières sur les eaux transfrontières	<b>Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels</b>	À organiser par le groupe d'experts		Recommandations éventuelles sur les modifications à apporter aux lignes directrices
<b>3.</b>	<b>Prévention des accidents industriels</b>				
<b>3.1</b>	<b>Prévention de la pollution accidentelle des eaux</b>				
3.1.1	Poursuivre les travaux sur la prévention de la pollution accidentelle des eaux	<b>Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels</b> Hongrie Suisse	Fédération de Russie (en nature – une réunion)	€ 25 000	Exécution du programme de travail
3.1.2	Définir des procédures pour l'établissement et la présentation des rapports relatifs à la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Séminaire de Hambourg	<b>Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels</b>			Procédures pour l'établissement et la présentation des rapports
<b>4.</b>	<b>Points de contact et notification des accidents industriels</b>				
<b>4.1</b>	<b>Système CEE de notification des accidents industriels</b>				
4.1.1	Tenir à jour la liste des points de contact	<b>Secrétariat CEE</b> Points de contact			Liste des points de contact sur l'Internet
4.1.2	Tester le Système CEE de notification des accidents industriels	<b>Commission européenne</b> Points de contact Secrétariat CEE	Commission européenne		Essai du système

N <sup>o</sup>	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
4.1.3	Réorganiser le système et organiser des consultations et stages de formation à l'intention du personnel des points de contact	<b>Slovaquie</b> Points de contact Secrétariat CEE	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE avec les donateurs	€ 25 000	Recommandations visant à améliorer l'efficacité du système et consultations/stages de formation
4.1.4	Faciliter l'harmonisation du système CEE et des systèmes de notification et d'alerte relevant de la Convention sur l'eau	<b>Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels</b> Points de contact Secrétariat CEE			Recommandations en vue de l'harmonisation
<b>5.</b>	<b>Préparation aux situations d'urgence, intervention et assistance mutuelle</b>				
<b>5.1</b>	<b>Préparation aux situations d'urgence et intervention</b>				
5.1.1	Organiser des exercices d'intervention transfrontière face à une simulation d'accident industriel	<b>Allemagne</b> <b>République tchèque</b> <b>Commission européenne</b> Secrétariat CEE	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE avec les donateurs	€ 25 000 € 25 000	Échange de données d'expérience concernant l'élaboration et l'application de mesures de préparation et d'intervention
<b>6.</b>	<b>Responsabilité et obligation de réparer</b>				
<b>6.1</b>	<b>Régime de responsabilité</b>				
6.1.1	Achever les négociations en vue de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile applicable aux dommages transfrontières causés par des activités dangereuses au regard de la Convention sur les accidents industriels et de la Convention sur l'eau	<b>Groupe de travail intergouvernemental de la responsabilité civile</b> Secrétariat CEE	À organiser par les Bureaux et le secrétariat CEE avec les donateurs	€ 30 000	Projet de protocole sur la responsabilité civile
6.1.2	Organiser une session extraordinaire conjointe afin d'adopter le projet de protocole sur la responsabilité civile	<b>Bureau</b> Secrétariat CEE		€ 25 000	Protocole sur la responsabilité civile

N <sup>o</sup> <sup>a</sup>	Domaine/élément/activité de programme	Pays/institution chef de file Pays/institutions d'appui	Contributions	Budget prévu	Résultat attendu
<b>7.</b>	<b>Coopération scientifique et technologique</b>				
<b>7.1</b>	<b>Échange d'informations et de techniques de sécurité</b>				
7.1.1	Instaurer des partenariats avec les pays, des programmes de formation et des échanges d'experts et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales et l'Union européenne à cet égard	<b>Bureau</b>	À organiser par les Bureaux et le secrétariat CEE avec les donateurs		Partenariats avec des pays, programmes de formation, échange d'experts
7.1.2	Organiser un programme de formation à l'intention de spécialistes des pays en transition pour perfectionner leurs connaissances théoriques et spécialisées aux fins de la mise en œuvre de mesures de sécurité	<b>Allemagne</b>	Allemagne		Programme de formation
7.1.3	Constituer un registre d'institutions et d'experts pouvant fournir une assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et d'intervention	<b>Secrétariat CEE</b>			Registre d'institutions et d'experts
<b>8.</b>	<b>Accidents industriels antérieurs</b>				
<b>8.1</b>	<b>Notification des accidents industriels antérieurs</b>				
8.1.1	Exploiter le système CEE de notification des accidents industriels antérieurs dans le cadre du système existant de notification des accidents majeurs de l'Union européenne et diffuser des informations sur les accidents industriels antérieurs	<b>Commission européenne – DG-CCR</b> Secrétariat CEE	En nature  En nature		Système CEE de notification des accidents industriels antérieurs

<b>N°<sup>a</sup></b>	<b>Domaine/élément/activité de programme</b>	<b>Pays/institution chef de file</b> Pays/institutions d'appui	<b>Contributions</b>	<b>Budget prévu</b>	<b>Résultat attendu</b>
	<b>Troisième réunion de la Conférence des Parties</b>	<b>Hongrie</b> <b>Bureau</b> Secrétariat CEE		€ 45 000	Troisième réunion de la Conférence des Parties
	<b>Deux réunions du Bureau (2003 et 2004)</b>	<b>Bureau</b> Secrétariat CEE	À organiser par le Bureau	€ 5 000	Réunions du Bureau
	<b>Promotion de la Convention et assistance pour l'exécution du plan de travail</b>	<b>Secrétariat CEE</b> Bureau	À organiser par le Bureau et le secrétariat CEE avec les donateurs	€ 10 000	Matériel de promotion, documents de fond et équipement

<sup>a</sup> Les numéros correspondent à ceux qui sont assignés aux activités dans le plan de travail pour 2003-2004.

## Appendice III

**CRITÈRES D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FACILITER  
LA PARTICIPATION D'EXPERTS ET DE REPRÉSENTANTS DES PAYS  
EN TRANSITION AUX RÉUNIONS TENUES DANS LE CADRE DE  
LA CONFÉRENCE DES PARTIES**

Pays	PIB par habitant en 2001, en US\$	<b>Note:</b> Seuil fixé aux fins de l'aide financière pour 2003-2004 = 2 500 dollars É.-U.; les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 1 550 dollars peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance); les pays dont le PIB par habitant est compris entre 1 550 et 2 500 dollars peuvent bénéficier d'une aide financière (indemnité journalière de subsistance seulement).				
Fédération de Russie	2 140	Peuvent bénéficier d'une aide financière (indemnité journalière de subsistance seulement)				
Roumanie	1 772					
ex-Rép. yougoslave de Macédoine	1 727					
Bulgarie	1 705					
Kazakhstan	1 510	Peuvent bénéficier d'une aide financière (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)				
Bélarus	1 220					
Albanie	1 201					
Bosnie-Herzégovine	1 125					
Turkménistan	1 083					
Yougoslavie	986					
Ukraine	766					
Azerbaïdjan	705					
Géorgie	693					
Arménie	558					
Ouzbékistan	461					
République de Moldova	407					
Kirghizistan	308					
Tadjikistan	167					
<b>PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE</b>		<b>18</b>				
<b>PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE – INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE SEULEMENT</b>		<b>4</b>				
<b>PAYS POUVANT BÉNÉFICIER D'UNE AIDE – FRAIS DE VOYAGE + INDEMNITÉ JOURNALIÈRE DE SUBSISTANCE</b>		<b>14</b>				

-----